

Le 31 janvier 2018

[Original]

Fiscalité

M. Higgs : Jusqu'à présent, le budget a été décrit avec des mots comme « vague » et « décevant » par la presse francophone. J'imagine que tout ce que veut faire le premier ministre, c'est livrer les points de discussion de son budget. J'imagine que les points de discussion, les manchettes et les annonces de dépenses ont été préparés bien avant le budget. Toutefois, les gens de notre province pensent à l'état des routes et aux factures de chauffage élevées. Le premier ministre a dit que les gens du Nouveau-Brunswick sont surtaxés. Maintient-il ce qu'il a dit ; oui ou non ?

L'hon. M. Gallant : D'après ce que j'ai pu comprendre, le chef de l'opposition parle du budget qui a été déposé hier. Nous sommes très fiers de notre budget, parce que nous sommes en train d'écouter les gens du Nouveau-Brunswick afin d'investir dans leurs priorités.

Les investissements que nous avons faits depuis que nous avons la chance de former le gouvernement des gens du Nouveau-Brunswick l'ont été dans les domaines prioritaires, comme la croissance économique ainsi que le renforcement de l'éducation et de notre système de soins de santé.

Le budget d'hier continue dans cet élan visant à investir stratégiquement pour créer des emplois, pour améliorer l'éducation et pour améliorer l'abordabilité et l'accessibilité de l'éducation postsecondaire. Avec notre budget d'hier, nous investirons davantage pour aider nos personnes âgées à avoir la meilleure qualité de vie possible ici, au Nouveau-Brunswick. Nous sommes fiers du budget, parce que nous sommes en train d'investir pour aider les gens de notre province, pour faire croître notre économie et pour améliorer leur qualité de vie.

[Traduction]

M. Higgs : Je vais poser la même question dans l'autre langue. La question porte essentiellement sur la déclaration qu'a faite le premier ministre en 2014, je crois. Le premier ministre a dit qu'il pensait que les gens de la province étaient surtaxés et qu'ils avaient été assez imposés par le gouvernement. Sa déclaration remonte à bien des années, à 2014 ou à 2015. Voici ma question : Le premier ministre se souvient-il d'avoir dit cela, oui ou non ? Voilà tout ce que je veux savoir. Merci beaucoup.

L'hon. M. Gallant : Je peux vous dire que, en tant que gouvernement des gens du Nouveau-Brunswick, nous avons fait des choix difficiles. Les choses n'ont pas toujours été faciles, mais je tiens à faire savoir aux gens du Nouveau-Brunswick que nous les avons écoutés. Nous leur avons demandé quels investissements ils voulaient que nous fassions et nous avons bien



compris ce qu'ils nous ont dit. Les gens veulent que nous fassions des investissements qui favoriseront la croissance économique. Ils veulent que nous fassions des investissements qui amélioreront l'éducation, qui renforceront les soins de santé et qui permettront à nos personnes âgées d'avoir la meilleure qualité de vie possible.

En faisant des choix difficiles, nous avons pu réaffecter des fonds et investir encore plus dans les domaines prioritaires en question. À cet effet, il ne fait aucun doute que nous avons demandé aux mieux nantis du Nouveau-Brunswick, la tranche de 1 %, de payer un peu plus. Nous avons demandé aux riches de faire une contribution pour que nous puissions investir davantage dans l'éducation et les soins de santé et faire croître l'économie d'une façon qui marche pour les gens du Nouveau-Brunswick. Oui, nous avons augmenté les impôts des grandes sociétés pour, encore une fois, pouvoir investir dans l'emploi pour les jeunes, les soins aux personnes âgées et la croissance économique.

Économie

M. Higgs : Le premier ministre évoque souvent le thème de la croissance économique ; j'aimerais donc lui poser la question suivante : Où la province se classe-t-elle actuellement en matière de croissance économique par rapport à d'autres pays? Où le Nouveau-Brunswick se classe-t-il par rapport à d'autres provinces? Il s'agit là des renseignements mêmes qui ont été présentés hier. Je me demande si le premier ministre en a pris connaissance.

L'hon. M. Gallant : Eh bien, je me ferai un plaisir de comparer notre bilan de croissance économique avec un autre bilan sur lequel il faut vraiment, selon moi, mettre l'accent : le bilan de croissance économique du député d'en face. Lorsque ce dernier était ministre des Finances, il voulait privilégier l'austérité. Il voulait désespérément équilibrer les comptes. Il ne cessait de faire des compressions dans l'éducation, les soins de santé et d'autres services importants. Néanmoins, il se réveillait chaque jour sans comprendre pourquoi il ne réussissait pas à juguler le déficit.

La raison, c'est qu'aucun raccourci ne mène à la prospérité. Il faut faire des investissements stratégiques pour faire croître l'économie, ce qui augmente les recettes budgétaires, dans l'intérêt de la population de la province. Il faut faire des investissements qui permettront de faire croître l'économie, d'améliorer la qualité de vie et d'augmenter les salaires des gens du Nouveau-Brunswick. C'est ainsi qu'on fait croître l'économie. C'est ainsi qu'on fait croître l'économie d'une façon qui marche pour les gens du Nouveau-Brunswick.

Lorsque le député d'en face était ministre des Finances, l'économie du Nouveau-Brunswick s'est contractée. Au cours de notre mandat, l'économie a progressé chaque année, et, en 2015, la province s'est classée au troisième rang parmi les provinces du Canada pour ce qui est du rythme de croissance économique le plus rapide.

M. Higgs : Savez-vous où nous nous classons? En toute dernière position. Le Nouveau-Brunswick se classe en toute dernière position. L'ajout d'un milliard de dollars en taxes et



impôts et d'un milliard de dollars en nouvelles dépenses n'ont donné aucun résultat. La province se classe en toute dernière position en matière de croissance économique. Le premier ministre peut seulement parler de 2015, car, depuis, la situation s'est détériorée — détériorée — à cause de taxes et impôts perçus auprès de chaque personne de la province, sans le moindre résultat.

Pendant combien de temps le premier ministre pense-t-il pouvoir dépenser trois fois plus qu'il ne perçoive? La croissance des dépenses de son gouvernement est trois fois plus élevée que notre croissance économique. Pendant combien de temps pense-t-il pouvoir maintenir la cadence? Prenons l'exemple du ménage moyen. Si le ménage moyen dépense trois fois plus qu'il ne reçoive, pendant combien de temps pourra-t-il maintenir la cadence? Le premier ministre peut-il expliquer ce qui se passera? Merci.

L'hon. M. Gallant : Je me ferai un plaisir de parler des autres années. En 2015, notre rythme de croissance économique était troisième parmi les provinces du pays, car nous avons travaillé avec les gens du Nouveau-Brunswick et nous avons investi dans des approches stratégiques. En 2016, l'économie a enregistré une croissance légèrement inférieure au taux moyen canadien. En 2017, les projections indiquaient que la croissance de notre province s'était poursuivie et elles montrent que, en 2018, l'économie continuera de progresser.

Comparons la situation à celle de l'époque où le chef de l'opposition, lorsqu'il était ministre des Finances, y allait à coups de compressions et de réductions et où l'économie s'est en fait contractée. Si le chef de l'opposition veut parler de classement, je lui demanderais de prendre la parole et de parler des mesures d'austérité qu'il a imposées lorsqu'il était ministre des Finances, des emplois qu'il a perdus et de son incapacité de faire croître l'économie, car il l'a plutôt fait reculer. Je lui demanderais d'ailleurs de répondre à la question suivante pour les gens du Nouveau-Brunswick : Lorsqu'il était ministre des Finances et qu'il prônait l'austérité, quelle position son bilan économique occupait-il?

Assurance-maladie

M. Higgs : Pour la gouverne du premier ministre, les données figurent à la page 6 de *Perspectives économiques*. Il s'agit du livret qui a été distribué hier. C'est dans ce livret qu'il est indiqué que nous nous classons en toute dernière position — en toute dernière position — malgré toutes les dépenses et toute l'imposition. Je peux comprendre pourquoi le premier ministre ne veut pas parler du classement, car le Nouveau-Brunswick ne devrait pas occuper la toute dernière position, et nous sommes en voie de l'occuper.

Posons une autre question sur l'avenir. J'oserais croire que le premier ministre s'intéresse à l'avenir, et cet avenir va au-delà du 24 septembre. Pour faire suite au budget décevant déposé hier, j'aimerais demander au premier ministre s'il admet que, dans 10 ou 15 ans, au rythme actuel, le régime d'Assurance-maladie tel que nous le connaissons ne sera pas viable au Nouveau-Brunswick. Merci.



L'hon. M. Gallant : Avant que le chef de l'opposition ne passe à un autre sujet, je lui demanderais de donner aux gens du Nouveau-Brunswick une réponse à la question suivante, puisque le classement en matière de croissance économique est si important à ses yeux : Quel a été le taux de croissance économique de la province en 2015? Quel a été le taux en 2016? Selon les prévisions, quel sera le taux de croissance de 2017? Pour terminer, je demanderais au chef de l'opposition de nous dire quel était son classement lorsqu'il était ministre des Finances et prônait l'austérité. Je vais vous le dire.

(Exclamations.)

Le président : À l'ordre.

L'hon. M. Gallant : Il s'agirait pratiquement d'un message d'erreur sur une calculatrice, car le chef de l'opposition a affaibli l'économie. Si on comparait des taux de croissance économique, il serait évident que le chef de l'opposition n'arrivait même pas à se faire remarquer parce qu'il ralentissait l'économie. Il a procédé ainsi parce qu'il voulait imposer l'austérité. Il s'est réveillé chaque jour sans rien comprendre et a dit : Je fais des compressions — je fais des compressions. Pourtant, le déficit ne diminuait pas. Le chef de l'opposition n'atteignait pas ses cibles. Le tout s'explique par le fait qu'il faut réaliser des investissements pour faire croître l'économie, et c'est exactement ce que nous faisons.

M. Higgs : Je présume que le système audio fonctionne, mais je vais répéter la question. Pour faire suite au budget décevant présenté hier, j'aimerais demander au premier ministre s'il admet que, dans 10 ou 15 ans, compte tenu des prévisions actuelles, le régime d'Assurance-maladie tel que nous le connaissons ne sera pas viable au Nouveau-Brunswick. Merci.

[Original]

L'hon. M. Gallant : Nous travaillons énormément fort avec les intervenants de la province pour faire des investissements stratégiques et pour faire croître l'économie. C'est là une des meilleures façons d'obtenir plus de recettes, ce qui va nous aider à continuer de financer et même d'améliorer notre système de soins de santé.

Également, nous faisons des investissements stratégiques pour augmenter le nombre de jeunes dans notre province. Nous voulons garder les jeunes dans notre province et nous voulons aussi qu'ils soient capables de revenir au Nouveau-Brunswick. Nous faisons de tels investissements pour essayer de freiner notre défi d'une population vieillissante.

De plus, nous faisons des investissements stratégiques pour améliorer la qualité de vie de nos personnes âgées, car, à long terme, cela nous fera épargner de l'argent.

Nous allons aussi continuer à faire des investissements stratégiques pour améliorer notre système de santé et pour innover dans la façon dont nous pouvons livrer les services de soins de santé, et ce, pour nous assurer qu'ils seront toujours disponibles dans notre province.



[Traduction]

Dépenses du gouvernement

M. Higgs : Selon Richard Saillant, qui était professeur à l'Université de Moncton, dans 10 ou 15 ans, le régime d'Assurance-maladie tel que nous le connaissons ne sera pas viable au Nouveau-Brunswick. Le premier ministre connaît la personne qui a tenu ces propos. Croit-il que le professeur Saillant dit la vérité? Oui ou non?

[Original]

L'hon. M. Gallant : Nous sommes en train d'investir afin de nous attaquer aux défis qui se dressent devant nous et nous l'avons très bien démontré. Nous sommes au courant des défis avec lesquels nous sommes aux prises, soit une population vieillissante et, bien sûr, la perception que se font les États-Unis des échanges commerciaux.

Nous voulons relever ces défis, en travaillant avec les gens du Nouveau-Brunswick, et c'est pourquoi nous investissons davantage pour aider nos entreprises, afin qu'elles soient plus compétitives à l'échelle internationale. Nous investissons davantage pour aider nos personnes âgées, afin d'améliorer leur qualité de vie mais aussi de réaliser des économies à long terme. Nous investissons de façon stratégique pour qu'il y ait davantage de jeunes qui travaillent dans notre province. Et nous faisons des investissements stratégiques pour innover dans notre système de soins de santé, pour faire en sorte qu'il soit de haute qualité et accessible pour les générations à venir.

J'ai une question pour le chef de l'opposition. Que prône-t-il : Faire des réductions ou investir comme nous l'avons fait?

[Traduction]

Le président : Le temps est écoulé, Monsieur le premier ministre.

M. Higgs : Je pense que je viens d'entendre le premier ministre convenir des défis qui se présentent. Il est d'accord avec Richard Saillant sur le fait que notre province fait face à d'importants défis. En admettant que ce dernier dit la vérité, le premier ministre reconnaît être conscient que sa décision de retirer une somme additionnelle de 1 milliard de dollars de l'économie et des contribuables du Nouveau-Brunswick est une mauvaise décision — ce n'est pas une faute de calcul sur le plan politique ni une erreur, c'est tout simplement une mauvaise décision. Le premier ministre vient de faire le lien. La situation est inquiétante. Il fait la mauvaise chose même quand il sait que c'est la mauvaise chose.

Le premier ministre expliquera-t-il à l'Assemblée législative comment il peut menacer notre système de soins de santé en dépensant de façon effrénée et quand même déposer ce que les



journalistes appellent un budget préélectoral de la vieille école, lequel prévoit de grandes dépenses? Comment le premier ministre peut-il, en ayant bonne conscience, prendre la parole ici aujourd'hui, jeter de l'argent par la fenêtre et dire que c'est ce qu'il y a de mieux pour l'Assurance-maladie?

L'hon. M. Gallant : Je pense que le chef de l'opposition devrait probablement repenser sérieusement à ses questions. Je peux vous dire que sa logique ne tient pas. Dans une question, il essaie de semer la peur en disant que les soins de santé sont menacés et qu'ils ne seront plus offerts. Ensuite, dans la question suivante, il dit que nous investissons trop dans les soins de santé. Je ne sais même pas comment aborder le manque de logique dans ses questions.

Ce que je peux vous dire, c'est que je peux regarder les gens du Nouveau-Brunswick bien en face et leur dire que nous savons que des défis se présentent. Nous comprenons l'incidence que les priorités du gouvernement peuvent avoir sur les gens. Nous investissons davantage afin de renforcer et de faire progresser leurs priorités. Nous investissons davantage afin de faire croître l'économie. Nous investissons davantage afin de renforcer le système d'éducation pour nos enfants, et nous investissons davantage afin d'avoir un système de soins de santé novateur et axé sur une démarche préventive, ce qui aidera nos personnes âgées à demeurer chez elles plus longtemps. Nous ne pouvons pas en dire autant de l'opposition.

M. Higgs : J'accorde beaucoup de valeur aux analyses et évaluations de notre situation économique qui sont réalisées par des tiers. En décembre 2017, le professeur Ian Lee, de Carleton University, a dit qu'il prédisait que, d'ici à 10 ans, deux ou trois provinces devraient être renflouées ; il parlait du Nouveau-Brunswick. De plus, Richard Saillant, qui vient du Nouveau-Brunswick, dit que la province court à la faillite.

J'aime la province, et il y a un moyen de renverser la situation. La solution n'est pas de dépenser sans limites, sans obtenir de résultats. J'accorde de l'importance aux services publics dont nous avons besoin et aux employés qui les assurent, et je suis donc inquiet d'entendre des économistes sérieux dire que ces services sont menacés. Le premier ministre est intelligent. Il sait que des dépenses politiques effrénées nuiront à nos programmes sociaux.

Le premier ministre répondrait-il à la question suivante par oui ou par non : Est-il d'accord avec le professeur Saillant ou est-il d'accord avec le professeur Ian Lee sur le fait que les dépenses politiques effrénées menacent la viabilité de nos soins de santé, de notre système d'éducation, de notre système social, de notre mode de vie et de tout ce que nous...

Le président : Le temps est écoulé, Monsieur le député.

[Original]

L'hon. M. Gallant : Nous ne sommes aucunement d'accord avec l'approche qu'avance le chef de l'opposition. Ce dernier veut retourner à l'époque où, durant son mandat, il se concentrait sur l'austérité.



[Traduction]

Nous n'approuvons pas l'adoption d'un programme d'austérité. Nous ne sommes pas du tout d'avis que la bonne approche pour améliorer les soins de santé et l'éducation consiste à sabrer les budgets de l'éducation et des soins de santé. Nous ne croyons pas que nous pouvons rester ici sans rien faire, sans réaliser les investissements nécessaires dans l'éducation et la formation, des investissements dont nos enfants et notre main-d'oeuvre ont besoin et qu'ils méritent. Nous ne pensons pas que nous pouvons rester ici sans rien faire, sans réaliser les investissements nécessaires pour aider nos personnes âgées à demeurer chez elles plus longtemps et à demeurer aussi actives que possible, afin que nous puissions réaliser des économies à long terme et, bien sûr, améliorer leur qualité de vie. Nous ne pensons pas que nous devrions rester ici sans rien faire et adopter l'approche d'austérité que prône le député d'en face relativement à notre économie. Nous devons faire des investissements pour créer des emplois.

M. Higgs : Le mot « investissement » suppose l'obtention d'un rendement du capital investi. Il rime avec l'obtention de résultats. « Dépenses » a une connotation différente, et le premier ministre ferait mieux d'employer plutôt le terme « dépenses » parce qu'il n'y a aucun résultat.

Les professeurs Saillant et Lee se préoccupent assez de notre province pour nous avertir de ce qui nous attend — une menace pour nos systèmes de santé et d'éducation et pour les gens qui y travaillent. Il est question des enfants qui n'ont pas la longueur d'avance de premier ordre dont ils ont besoin pour aller loin dans le monde d'aujourd'hui. Il est question des parents qui s'inquiètent que leurs parents soient placés sur une civière dans un corridor d'hôpital surchargé. Le premier ministre répondra-t-il à ma question en pensant aux personnes concernées et à bien d'autres? Ira-t-il au-delà du 24 septembre sans se demander s'il aura un emploi? Le professeur Saillant a le droit de dire qu'une augmentation des dépenses électorales menace nos soins de santé. Les personnes en question analysent notre économie, la comparent avec celle d'autres provinces et pays et disent que nous sommes en difficulté. Le premier ministre reconnaîtra-t-il la vérité des propos de ces personnes?

Le président : Le temps est écoulé.

L'hon. M. Gallant : C'est correct. Il est bien que les gens du Nouveau-Brunswick voient la différence entre notre gouvernement et l'opposition. Les gens d'en face veulent que nous fassions des compressions. Ils ne veulent pas que nous investissions davantage dans l'éducation et les soins de santé. Ils veulent simplement que nous restions ici à espérer que la situation s'améliore et que nous mettions l'accent sur l'austérité en essayant d'assurer la prospérité à coup de réductions. Une telle approche n'a tout simplement pas fonctionné lorsque le député d'en face était ministre des Finances, et elle ne fonctionnerait pas maintenant. Nous devons faire des investissements pour faire croître l'économie. Nous devons faire des investissements pour renforcer l'éducation et accroître les possibilités de formation. Nous devons faire des investissements pour innover et assurer l'accessibilité et la haute qualité des soins de santé pour les générations à venir.



Puisque le député d'en face débite des noms de personnes dont il veut consigner les propos au compte rendu, je vais vous dire qui nous avons écouté. Nous avons écouté les gens du Nouveau-Brunswick. Nous avons écouté la Société Alzheimer, qui veut que nous investissions dans une stratégie sur la démence. Nous écoutons les entreprises qui veulent que nous les aidions à être concurrentielles dans ce nouveau contexte mondial, où l'incertitude plane sur les échanges commerciaux avec les États-Unis, et qui veulent que nous fassions des investissements qui permettront à nos jeunes de demeurer et de travailler ici, au Nouveau-Brunswick.

M. Higgs : Le gouvernement actuel a perçu 1 milliard de dollars en taxes, impôts et droits ajoutés. Le gouvernement actuel a dépensé des milliards de dollars — il a dépensé inconsidérément et sans compter. L'argent a-t-il été affecté à la réduction des temps d'attente dans les hôpitaux? Dans notre situation actuelle, les enfants malades sont-ils examinés le plus vite possible? Pouvons-nous signaler des améliorations? Sommes-nous au dernier rang en éducation? Non, nous sommes au huitième rang. Nous demeurons au huitième rang. Nous ne nous sommes pas améliorés dans la catégorie en question. Les temps d'attente sont aussi longs qu'ils l'ont toujours été. Nous sommes au huitième rang en matière de croissance économique. Voici la situation. Des milliards de dollars ont été retirés de l'économie de la province par la perception de taxes et impôts auprès des gens de la province qui essaient de gagner leur vie, et quels sont les résultats? Il n'y a aucun résultat. Le premier ministre peut-il faire état de résultats? Il n'y a que des investissements, et ce que le premier ministre appelle des investissements sont en réalité des dépenses. Merci.

L'hon. M. Gallant : Nous avons réduit le déficit budgétaire de la province de plus de la moitié tout en investissant davantage dans l'éducation et la formation, tout en investissant davantage dans les soins de santé et tout en faisant croître l'économie d'année en année. Je comprends que le chef de l'opposition ne croit simplement pas à tout cela, car, lorsqu'il siégeait du côté du gouvernement, il y allait à coups de compressions et de réductions, en espérant atteindre ses objectifs de réduction du déficit. Toutefois, il n'a simplement pas réussi à les atteindre parce qu'il ne comprend simplement pas. Il ne comprend pas qu'aucun raccourci ne mène à la prospérité.

Nous ne croyons pas à l'approche d'austérité que prône le chef de l'opposition. Nous croyons que nous devons faire des investissements pour créer des emplois, faire croître l'économie et aider nos entreprises à soutenir la concurrence. Nous devons pouvoir investir pour renforcer l'éducation et les services de garde d'enfants et pour les rendre plus accessibles et abordables. Nous devons investir pour aider nos personnes âgées à demeurer chez elles plus longtemps et pour renforcer les soins de santé dans la province.

M. Higgs : Voilà. Il est intéressant que le premier ministre soit revenu au déficit. Il n'a pas beaucoup parlé de la dette, mais il est revenu au déficit, lequel, dans le budget actuel, se creuse encore. Il n'y a pourtant aucun résultat. Nous dépenserons plus d'argent pour nous préparer aux élections, nous dit-on ; nous essaierons d'acheter votre vote, mais en vain ; nous



reviendrons sur la question et parlerons de la dette. Eh bien, je ne veux pas parler de la dette, mais plutôt de résultats en matière de soins de santé, de résultats en matière d'éducation et de résultats pour les gens de la province.

Je pose la question suivante au premier ministre et à toutes les personnes de la province : Leur situation familiale et professionnelle et leurs conditions de vie sont-elles maintenant meilleures qu'il y a quatre ans? Qu'en pense le premier ministre? Les gens paient 1 milliard de dollars de plus en taxes et impôts, et l'argent recueilli est gaspillé pour essayer d'acheter les prochaines élections. Je pense que les gens sont plus intelligents que cela. Voici l'essentiel : Parlons de résultats. Il n'est pas question de dépenses. Il est question de résultats. Merci.

L'hon. M. Gallant : Le chef de l'opposition essaie de donner l'impression que nous restons simplement assis dans une pièce sombre et essayons de décider quels investissements faire. Nous écoutons les gens du Nouveau-Brunswick avant d'investir.

Si le chef de l'opposition veut se lever et dire qu'il ne s'agit pas de bons investissements, je lui demanderais alors de dire lesquels il n'aime pas. S'agit-il des investissements visant à faire progresser la stratégie sur la démence? S'agit-il des investissements que nous faisons afin que plus de jeunes puissent obtenir un emploi dans la province et obtenir la précieuse expérience dont ils ont besoin pour ensuite pouvoir se joindre à la main-d'oeuvre ici dans notre province? S'agit-il des investissements que nous faisons à l'appui des droits de scolarité gratuits? Eh bien, nous savons déjà que le chef de l'opposition s'oppose à ces investissements-là. S'agit-il du fait que nous permettrons aux gens de la province qui ont le plus besoin de soutien d'obtenir des services de garde d'enfants gratuits et que nous permettrons aux gens de la classe moyenne de payer un pourcentage raisonnable de leur salaire plutôt que la somme exorbitante qu'ils doivent payer actuellement pour obtenir des services de garde d'enfants? S'agit-il là des programmes qui, selon le chef de l'opposition, ne donnent pas de résultats? Eh bien, nous ne sommes simplement pas d'accord avec lui. L'austérité ne fonctionnera pas. Nous devons faire des investissements pour obtenir des résultats.

Routes

M. Jeff Carr : Il est assez évident que le premier ministre n'est pas d'accord sur grand-chose à part ses propres idéaux, à savoir détourner, jeter le blâme et employer les mots « semer la peur ». Voilà le signe d'un premier ministre libéral en difficulté.

(Exclamation.)

Le président : À l'ordre.

M. Jeff Carr : Le premier ministre emploie les mots « semer la peur » et essaie de blâmer tout le monde pour ses propres échecs. Voilà qui n'est pas responsable. Un adulte, un premier ministre, n'agit pas de la sorte. Il n'agit pas du tout de la sorte.



(Exclamations.)

Le président : À l'ordre.

M. Jeff Carr : En fait, je veux me tourner vers le ministre des Transports et de l'Infrastructure et lui poser une question en toute honnêteté. Il ne s'agit pas d'une question rhétorique ni de quoi que ce soit du genre. Je veux simplement poser une question à laquelle les gens demandent une réponse. En décembre 2014, l'ancien ministre des Transports a abordé les questions concernant les exploitants de route, dans le cadre de nos PPP, et le fait qu'ils ne débayaient pas les routes dans toute leur largeur, en temps opportun, comme prévu dans le contrat. La situation s'est reproduite le mois dernier. Les routes ne sont pas débayées dans toute leur largeur. J'aimerais savoir si le ministre a discuté de la situation avec les exploitants qui, dans le cadre du PPP, se chargent de l'entretien de nos routes et s'il a mentionné que des amendes pourraient leur être imposées.

L'hon. M. Gallant : Compte tenu du préambule déplacé, à mon avis, je veux prendre la parole et soulever un point. Je veux simplement profiter de l'occasion pour citer Robert Kavcic, économiste principal à la Banque de Montréal. Je vais citer son énoncé intégral :

prévoit un déficit de 189 millions de dollars pour

— l'exercice financier en cours —

c'est-à-dire un déficit modéré s'élevant à 0,5 % du PIB [...] une poussée économique sous-jacente plus ferme, qui maintiendra la dette nette à 40 % du PIB au cours de l'année qui vient.

.....

*Fait intéressant, le **contexte économique** du Nouveau-Brunswick s'est amélioré de façon importante. Après avoir stagné au début du cycle, le PIB réel a probablement augmenté de 1,5 % en 2017, ce qui donnerait une croissance triennale moyenne de 1,7 %. Bien que tirant toujours de l'arrière par rapport aux trois grandes provinces, le Nouveau-Brunswick affiche un rythme de croissance supérieur de beaucoup à son potentiel, et la province connaît un redressement de sa croissance démographique et une certaine stabilité de la population active.*

.....

Grâce [...] à un contexte économique plus fort que prévu, la croissance des dépenses est restée stable en amont des élections de cette année, et ce, sans que le gouffre du déficit se creuse davantage. [Traduction.]

M. Jeff Carr : Le premier ministre a dû trouver difficile de lire la citation de quelqu'un d'autre pour une fois. Tout à l'heure, il a parlé de regarder les gens bien en face et de leur donner une réponse franche, mais, à ma connaissance, la seule personne qu'il a regardée bien en face



durant le scandale des évaluations foncières, c'était Laura Brown, de ATV, qu'il a essayé de faire taire pendant une mêlée de presse et à qui il a essayé de dire que les gens du Nouveau-Brunswick ne voulaient pas parler du scandale des évaluations foncières.

Je vais revenir au ministre des Transports et de l'Infrastructure, puisqu'il semble soudainement que le premier ministre ne veuille pas le laisser répondre aux questions.

(Exclamations.)

Le président : À l'ordre.

Routes

M. Jeff Carr : Parlons quelques instants de sel et de la décision de la ville de Moncton de ne pas se servir du sel importé, qui est arrivé dans les ports de la province, car les gens de la ville estiment qu'il n'est pas efficace sur leurs routes. J'aimerais demander au ministre des Transports et de l'Infrastructure s'il procède régulièrement à des vérifications, à des analyses en laboratoire, de toutes les cargaisons qui arrivent dans les ports du Nouveau-Brunswick pour s'assurer qu'elles répondent aux normes qui devraient être appliquées à l'approvisionnement en sel.

L'hon. M. Fraser : Puisque le député a employé le mot « honnêteté », je vais corriger quelques déclarations qui ont été faites. Je vais commencer par celle du député de Riverview, qui a dit hier soir sur les ondes de ATV qu'il était dommage que le budget d'entretien hivernal ait encore été réduit. Après des années d'austérité et de compressions imposées par le chef de l'opposition lorsqu'il était ministre des Finances, force est de constater que nous avons augmenté de 15 % le budget d'entretien hivernal et, contrairement à ce que le député de Riverview a dit hier soir sur les ondes de ATV, ce budget a encore augmenté cette année.

Le député de Carleton-York a dit que nous avons réduit la quantité de sel répandue sur les routes du Nouveau-Brunswick. En fait, à la différence de toutes les compressions imposées au MTI dans le budget d'austérité du chef de l'opposition lorsque ce dernier était ministre des Finances, la quantité de sel répandue sur les routes du Nouveau-Brunswick a bel et bien augmenté au cours de notre mandat.

Je reprendrai la parole, car j'ai quelque chose à dire au sujet du député de New Maryland—Sunbury-Ouest. Je le ferai en répondant à la prochaine question.

M. Jeff Carr : Voici une formidable occasion d'échanger des renseignements.

(Exclamations.)

Le président : À l'ordre.



M. Jeff Carr : Le débat est simplement formidable ce matin, n'est-ce pas? Nous échangeons des renseignements en temps opportun. Personne ne met en doute la capacité des gens d'en face de dépenser davantage d'argent ni d'augmenter de 15 % un budget, mais les gens du Nouveau-Brunswick ne voient aucun résultat. La condition des routes ne s'améliore pas. Pour une raison quelconque, elle se détériore. Je ne sais pas pourquoi.

Les exploitants du MTI ne sont plus autorisés à entasser du sable à l'extérieur de la barrière. Pour une raison quelconque, la taille des tas de sable diminue. Nos hangars de sable sont presque vides. Beaucoup de ceux-ci sont vides, et il n'y a pas de réserve à l'extérieur. Quand le gouvernement a décidé d'accorder par voie d'appel d'offres le contrat d'approvisionnement en sel à une compagnie de l'extérieur...

(Exclamations.)

Le président : À l'ordre. Je rappelle le député de Shediac—Cap-Pelé à l'ordre.

M. Jeff Carr : Le porte-parole du ministre avait alors dit que le MTI achèterait 180 000 tonnes de sel. Juste avant Noël, le ministre a confirmé qu'il ne s'agissait en fait que de 150 000 tonnes de sel. Où sont passées les 30 000 autres tonnes de sel?

Le président : Le temps est écoulé.

L'hon. M. Fraser : Il est très amusant d'entendre le député d'en face parler d'honnêteté, aujourd'hui. Je vais me tourner vers le député de New Maryland—Sunbury-Ouest, qui a fait une déclaration — en fait, j'ai une vidéo de sa déclaration — selon laquelle le sel acheminé vers le Nouveau-Brunswick et répandu sur les routes du Nouveau-Brunswick provient de l'Égypte et du Chili. Voilà ce que le député de New Maryland—Sunbury-Ouest a dit aux gens du Nouveau-Brunswick. En fait, le sel provient de nos provinces voisines et du fournisseur qui approvisionne aussi en sel la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec. Ce sel est de la même qualité. Il répond à toutes les mêmes normes et à toutes les exigences auxquelles le sel de notre fournisseur précédent a toujours répondu.

Comble de l'ironie, le député de Kings-Centre aurait pris connaissance des renseignements en question lors de sa réunion, pas plus tard que la semaine dernière, avec les gens de la Potash Corporation et le maire et le conseil municipal de Sussex. Lorsqu'il y avait des plaintes au sujet du sel répandu sur les routes, une grande portion de ce sel était en fait le restant du sel fourni aux termes du contrat précédent. Informez-vous bien.

(Exclamations.)

Le président : Je rappelle le député de New Maryland-Sunbury à l'ordre.



[Original]

Assurance-maladie

M. Coon : Les pharmaciens peuvent traiter des infections mineures qui poussent présentement les gens à se présenter aux urgences des hôpitaux. Le système d'Assurance-maladie permettrait d'économiser beaucoup d'argent s'il couvrait les coûts de ces soins médicaux fournis par les pharmaciens au lieu d'obliger les gens à utiliser des services d'urgence très coûteux.

Rembourser les pharmaciens pour ces services est justement la norme dans la plupart des autres provinces, alors pourquoi le ministre de la Santé ne veut-il pas inclure les services de soins de santé offerts par les pharmaciens dans le système d'Assurance-maladie?

L'hon. M. Bourque : Écoutez, j'apprécie la question du chef du troisième parti. Ce que je peux dire, c'est que nous sommes très fiers de collaborer avec les pharmaciens de notre province, qui jouent un rôle très important pour ce qui est de prodiguer des soins dans notre système de santé. Nous allons continuer à travailler avec les pharmaciens afin de nous assurer qu'ils puissent offrir un service optimal et maximal pour le bénéfice de l'ensemble de la population.

Nous explorons différentes options, y compris celle que vous mentionnez, mais nous sommes conscients qu'il reste du travail à faire et nous travaillons en ce sens pour nous assurer que les pharmaciens, comme l'ensemble des fournisseurs de soins de santé, peuvent donner un rendement maximum. Nous sommes en train de considérer ce que propose le député d'en face.

